Autorisation n° 464/2017

Parc national des Ecrins

Autorisation de travaux

Pétitionnaire : Madame Marie-Anne TEMPLIER
Adresse : Village de Prapic – 05170 ORCIERES
Localisation : La Terce – Orcières –
Nature de la demande : Aménagements intérieurs sur une cabane pastorale
Dossier suivi par : Annick MARTINET

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L331 4-1 ; R331-19-I ; R331-19-III ; R331-19-IV ;

Vu la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins et notamment son article 7,

Vu le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins et notamment son chapitre II – B, modalités 9 et 10, d'application de la réglementation dans le cœur ;

Vu la délibération n°2011-9 du Conseil d'Administration de l'établissement public du Parc national des Écrins portant approbation du règlement intérieur du Conseil Scientifique du Parc national des Écrins en date du 25 mai 2011 ;

Vu la délégation du Conseil Scientifique à sa Présidente ;

Vu la demande en date du 13/07/2017 ;

Vu l'avis du Conseil Scientifique du Parc national des Écrins en date du 25 juillet 2017 ;

Considérant que les travaux décrits dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

Arrête :

Article 1 :
Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles sus-visés, je donne l'autorisation à Madame Marie-Anne TEMPLIER, de réaliser des travaux d'aménagement intérieur sur une cabane pastorale à la Terce, tels que décrits dans la demande sus-visée, sur la commune d'Orcières, dans le cœur du parc national des Écrins, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- ✔ mise en place d'une dalle béton fine au RDC, et installation d'un drain,
- ✔ la dalle fine est de 5cm environ,le rattrapage des décalages de niveau s'effectuant via un hérisson de pierres drainantes,
- ✔ la dalle doit impérativement être désolidarisée du mur afin de laisser ce dernier respirer, et ne pas impacter le bâti ancien. Le principe de réversibilité pouvant s'appliquer sans impact sur la cabane,
- ✔ changement des menuiseries en mélèze, le bois sera gardé brut ou huilé, toute lazure étant à proscrire,

- ✔ la gestion du chantier devra respecter les règles applicables en cœur de parc national et il faudra notamment respecter les prescriptions suivantes :
  - prendre des précautions permettant de réduire l'impact des travaux sur la flore avoisinante,
  - maintenir le chantier dans un parfait état de propreté,
  - évacuer les déchets et matériaux de chantier/construction non utilisés,
  - produire un état des lieux (plan et photographies du site) avant les travaux afin de servir de base à la réception des travaux,

Article 2 :
Une réunion de réception des travaux devra être programmée pour valider la conformité de ces travaux.

Article 3 :
La présente autorisation ne dispense pas le demandeur des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet. Le cas échéant, une autorisation de survol pour acheminer le matériel devra être demandée par la société d'hélicoptère retenue.

Article 4 :
Une copie de la présente autorisation doit être présentée à toute réquisition des agents assermentés et commissionnés.

Article 5 :
La présente autorisation est délivrée pour de juillet à septembre 2017.

Article 6 :
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues dans la réglementation du cœur du Parc national, pourra conduire à la suspension de la présente autorisation et expose son bénéficiaire à ce qu'il soit dressé à son encontre un procès-verbal d'infraction. Cette autorisation sera publiée au registre des actes administratifs de l'établissement.

À Gap, le 27/07/2017

Le directeur du
Parc national des Écrins,

P/ Le Directeur Adjoint,

Thierry DURAND

Copie : Secteur du Champsaur-Valgaudemar

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.